Afrique et Développement, Volume XLVII, No. 4, 2022, pp. 185-209
© Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique, 2022
(ISSN : 0850-3907) (https://doi.org/10.57054/ad.v47i4.2982)

Modernisation minière, fragmentation sociale et création des anormaux en République démocratique du Congo

Emery Mushagalusa Mudinga *,
Janvier Kilosho Buraye** & Anuarite Bashizi ***

Résumé

L'article part du cas d'étude de la chefferie de Luhwindja – une collectivité située à l'est de la RDC – où, depuis l'année 2005, est mis en œuvre un programme de modernisation minière à travers la multinationale canadienne dénommée Banro. Au-delà de ses effets sur les conditions de vie des populations locales et leur environnement, l'article rend compte de la manière dont la modernisation minière a reconfiguré les dynamiques sociales locales et transformé le rapport des populations locales à l'autorité. D'où l'on déduit le caractère d'une modernité insécurisée. Se basant sur les entretiens, les discussions en groupe, l'observation et l'expérience des auteurs, l'étude renseigne que la modernisation minière, en ayant promu l'investissement privé et attiré des entreprises capitalistes dans les régions minières en RDC, ces dernières ont déstructuré les équilibres de pouvoir existant dans l'arène locale, et ce, par la répression et l'instrumentalisation des luttes sociales locales existantes. C'est cette logique de *diviser pour régner* – susceptible de contribuer et de renforcer la fragmentation sociale – qui a alors rendu possible le processus de modernisation minière malgré toutes les stratégies de résistance des populations dans les zones concernées en République démocratique du Congo.

Mots-clés : modernisation minière, modernité insécurisée, Banro, Luhwindja, luttes sociales, RDC

* Institut Supérieur de Développement Rural (ISDR / Bukavu), et Angaza Institute. Email : mudingae@yahoo.fr ; emerutik3@gmail.com

** Université Catholique de Bukavu (UCB) et Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu (ISP /Bukavu). Email : kilosho.buraye@ucbukavu.ac.cd; janvier.kilosho@gmail.com

*** Centre d'expertise en Gestionminière, Universite catholique de Bukavuet Angaza Institute. Email : anuarite.bashizi@uclouvain.be

Abstract

The article stems from the case study of the chiefdom of Luhwindja – a community located in the east of the DRC – where, since 2005, a mining modernization program has been implemented through the Canadian multinational Banro. Beyond its effects on the living conditions of local populations and their environment, the article reports on how mining modernization has reconfigured local social dynamics and transformed the relationship between local populations and authority. From which we deduce a character of insecure modernity. Based on the interviews, group discussions, observation, and experience of the authors, the study informs that the modernization of mining, having promoted private investment and attracted capitalist companies in the mining regions of the DRC, have destructured the balance of power existing in local communities, by repressing and instrumentalizing existing local social struggles. It is this logic of divide and conquer – likely to contribute to and reinforce social fragmentation – that in turn enabled the establishment of the mining modernization process despite all the resistance strategies of the populations in this part of the Democratic Republic of Congo.

Keywords: mining modernization, insecured modernity, Banro, Luhwindja, social struggles, DRC

Introduction

Depuis le début des années deux mille, plusieurs pays africains se sont inscrits dans une dynamique de modernisation minière. Cette dernière est entendue comme le processus par lequel, à travers les réformes des politiques et des lois sur l'exploitation minière, les pays penchent pour l'exploitation intensive et professionnelle des minerais. Cette exploitation professionnelle suppose la délégitimation de l'artisanat minier au profit de la grande industrie extractive « moderne », dont on attend qu'elle puisse contribuer à la croissance économique du pays hôte et au développement local. En effet, la modernisation minière relève d'une « recommandation » des Institutions financières internationales adressée aux gouvernements des pays africains riches en ressources minières et ce, depuis les années 1980. En effet, dans le cadre des politiques néolibérales et en particulier celles de l'ajustement structurel des années 1980, la Banque mondiale s'était impliquée dans une stratégie de relance du secteur minier africain. Cette stratégie devait être « axée sur la privatisation des entreprises publiques et la cession totale ou partielle de leurs actifs à des investisseurs privés » (Rubbers 2017:5). Mais cette vision de la Banque mondiale n'était pas

suffisante pour attirer les investisseurs dans le secteur et en particulier dans la plupart des pays africains riches en minerais. Plusieurs raisons présidaient à cela, entre autres l'instabilité politique, les conflits violents et l'insécurité dans les zones minières, les problèmes de gouvernance, mais, surtout, les cadres normatifs « peu incitateurs » et le climat des affaires « peu favorable » (Grzybowski 2012). Face à ces blocages potentiels, la Banque mondiale a résolu de convaincre les pays de créer des conditions concourant à l'attrait des investisseurs, notamment en mettant en place des politiques publiques incitatrices dans le secteur minier. « Les gouvernements concernés ont été encouragés à adopter de nouveaux codes miniers et à développer un ensemble de dispositions institutionnelles, légales et fiscales visant à rendre le « climat des affaires » plus favorable » (Rubbers 2013:6).

Encouragés par le retour à une stabilité politique relative après les crises politiques des années quatre-vingt-dix, la hausse du cours des matières premières dans la seconde moitié de l'an deux mille et le discours modernisateur de la Banque mondiale, des gouvernements africains se sont engagés dans le processus de modernisation minière en adoptant des mesures favorables à l'investissement privé. Dès lors, on assiste à un afflux des compagnies minières étrangères développant des activités d'exploration et d'exploitation industrielle dans plusieurs régions minières en Afrique. Cette industrialisation minière résultant de la logique néolibérale ne tardera pas à être adoptée par l'Union africaine dans sa vision pour le régime minier africain. Celle-ci consiste en « l'exploitation équitable et optimale des ressources minières en vue d'une large croissance durable et d'un développement socioéconomique » (Union africaine 2009:V). Et pour l'Union africaine, « cette vision basée sur les ressources minières doit stimuler la modernisation de l'Afrique » (Union africaine 2009:3).

Au cours de la dernière décennie, de nombreuses études questionnant l'efficacité et les implications de la modernisation minière dans les pays africains se sont développées (Mazalto 2005 ; Bashizi & Geenen 2015 ; Geenen & Custers 2010). Ces études ont abordé et critiqué la question de la modernisation minière sous diverses perspectives : socioéconomique, environnementale, juridique et activiste. Si cette littérature permet de comprendre les effets de la modernisation minière sur les conditions de vie des populations locales et leur environnement, elle peine à nous expliquer comment le contexte politique rend possible l'implantation des entreprises minières tout d'abord, ensuite, comment le processus d'implantation de ces entreprises minières reconfigure les dynamiques sociales et transforme le rapport des individus à l'autorité. C'est cette lacune que compte combler la présente étude, qui tente d'aborder la modernisation minière dans une

perspective sociopolitique. Notre article part d'une étude de cas de la modernisation minière dans la chefferie de Luhwindja, une collectivité située au Sud-Kivu, à l'est de la RDC. L'étude veut montrer qu'on ne peut penser la modernisation minière en dehors des dynamiques de pouvoir, des luttes sociales locales et des compétitions diverses qui finissent par en faire le lit.

En effet, la chefferie de Luhwindja entre dans le processus de modernisation minière à partir de l'année 2005 par l'implantation de la multinationale canadienne Banro qui y a exploité de l'or à travers sa filiale Twangiza Mining jusqu'en 2019. Si certains analystes considèrent les effets positifs résultant de la présence de l'entreprise Banro à Luhwindja, des critiques acerbes démontrent que les conséquences sociales en ont été plus néfastes. L'une des conséquences faiblement étudiées demeure la manière dont l'arrivée de cette entreprise a renforcé la conflictualité locale. L'étude de Geenen et Iragi (2013) a montré comment les élites politiques se sont positionnées et ont utilisé l'entreprise pour atteindre leurs fins, d'une part. D'autre part, elle a montré comment la position d'intermédiaire jouée par les élites locales a été instrumentalisée pour servir les intérêts de la multinationale et des élites au détriment de la population (Geenen & Iragi 2013). Tout en reconnaissant l'apport incontestable de cette étude, le présent papier se propose de répondre à la question de savoir comment la modernisation minière a affecté les rapports sociaux locaux et contribué à la transformation progressive du regard des acteurs locaux vis-à-vis de l'autorité dans la chefferie de Luhwindja. Le concept opératoire de la modernité insécurisée développé par Breda *et al.* (2013) permet de mieux répondre à cette question. Ces auteurs utilisent le concept de la modernité insécurisée pour rendre compte de la manière dont, en cherchant à reformer les cultures des sociétés dites traditionnelles, le processus de modernisation finit par bouleverser les pratiques locales. Ainsi, le présent article se propose de démontrer l'argument suivant : au-delà des rapports de force, c'est la capacité à déstructurer les équilibres de pouvoir existant dans l'arène locale, et ce, par l'instrumentalisation des luttes sociales locales existantes, dans une logique de *diviser pour régner*, qui rend notamment possible le processus de modernisation minière et, plus concrètement, l'implantation des entreprises minières contestées dans le milieu. Dans ce sens, la modernisation minière est susceptible de contribuer et de renforcer la fragmentation sociale. Le cas de Luhwindja en est une illustration éloquente en ce qui concerne l'implantation de la multinationale Banro.

Les résultats présentés dans cette étude et qui permettent de répondre à notre question de recherche dérivent d'abord d'une observation développée au cours de la dernière décennie et d'une expérience de travail dans le secteur

minier, foncier et des conflits par les trois auteurs. Les analyses développées se basent ensuite et principalement sur les données d'un travail de terrain effectué en octobre et novembre 2019 dans la chefferie de Luhwindja, ainsi que sur des interviews menées auprès de certains experts du secteur minier au niveau provincial. Un total de 18 *focus groups* diversifiés a été organisé : 3 *focus groups* homogènes avec les creuseurs, 2 *focus groups* homogènes avec les chefs locaux, 2 *focus groups* homogènes avec les femmes, 4 *focus groups* homogènes avec les ménages délocalisés, 2 *focus groups* homogènes avec les agriculteurs, 2 *focus groups* homogènes avec les membres des associations locales de développement et 3 *focus groups* mixtes regroupant les jeunes et les leaders locaux. À côté de ces *focus groups*, 30 entretiens individuels ont également été organisés. Les personnes interviewées sont notamment les anciens creuseurs artisanaux, les agents de la société Banro, les chefs locaux, le personnel médical, les acteurs de la société civile, les ménages délocalisés, les éléments de la police locale et le chef de poste d'encadrement administratif. Les participants à cette recherche ont été choisis de deux manières. Ils ont tout d'abord été choisis sur la base de cinq critères qui sont, notamment : le statut social/leadership local (leaders de la société civile, personnel médical…), les liens de la personne avec l'activité minière (creuseurs, agents de Banro…), la responsabilité politico-administrative au niveau local (chef local, chef de poste d'encadrement administratif…), l'ancrage local de l'interviewé par le travail ou par le fait de la résidence (agriculteurs, acteurs des associations locales) et le fait d'être victime directe de la délocalisation (ménages). La pertinence de ces critères réside dans le fait qu'ils permettaient d'obtenir des informations sur des personnes ayant la maîtrise de l'histoire de l'exploitation minière à Luhwindja, de l'arrivée de Banro et surtout des enjeux sociopolitiques locaux. Ensuite, sur la base de la méthode de la boule de neige, d'autres interviewés ont été identifiés – chaque entretien ou *focus group* effectué était une occasion d'identifier d'autres informateurs clés. Le processus de collecte et d'analyse de données s'est inscrit dans une démarche qualitative.

Le présent article analyse la fragmentation sociale résultant de la modernisation minière à Luhwindja en quatre points. Le premier point aborde le concept de modernité insécurisée et montre comment il permet d'appréhender les dérives de la modernisation minière. Le deuxième point traite du contexte conflictuel précédant l'arrivée de Banro. Il nous permet de montrer d'abord comment l'arrivée de Banro n'a fait qu'instrumentaliser un contexte politique déjà fragilisé par divers facteurs conflictuels, d'une part, et, d'autre part, comment la position de Banro dans les luttes sociales existantes a plutôt renforcé la fragmentation sociale. Le troisième point

aborde la modernité insécurisée à partir des logiques contestataires et stratégies d'acteurs. Il permet d'analyser les stratégies par lesquelles Banro avait réussi à s'implanter, mais aussi comment la différence de logiques des acteurs a structuré la crise à Luhwindja. Le quatrième point analyse le processus de création des « anormaux » comme une stratégie de légitimation de l'idéologie modernisatrice et d'insécurisation de la modernité.

Aborder la modernisation minière à partir du concept de modernité insécurisée

La modernisation minière fait partie intégrante du processus de modernisation de manière générale. Elle part d'une critique néolibérale selon laquelle les pratiques locales sont traditionnelles, archaïques et donc mauvaises, inefficaces et nécessitent par conséquent une modernisation pour être efficaces ou rentables (Peemans 2002). Dans le secteur minier, elle tente alors de décourager le système local d'exploitation minière – principalement artisanal – qu'elle considère comme moins efficace pour la croissance économique (Bashizi 2020). Telle qu'elle ressort de l'entendement de la Banque mondiale et des gouvernements, la modernisation minière est souvent pensée en termes de réformes politico-juridiques : il s'agit de proposer des politiques minières qui répondent aux impératifs de l'économie néolibérale. Dans ce sens, elle est conçue comme un processus de professionnalisation et donc de privatisation, d'industrialisation minière, lequel accorde à ceux qui détiennent des « capacités matérielles » d'exploiter les minerais, au détriment des creuseurs artisanaux, dont l'apport à l'économie nationale (croissance économique) et au développement local est considéré comme marginal ou simplement nul. La promotion de cette forme de modernisation dans le secteur minier par les États africains tire toute sa substance de cette conception qui encourage une exploitation intensive des ressources minières (Union africaine 2009).

Au-delà de cette conception, la modernisation est aussi à la fois un discours et une action. Le discours de la modernisation est la branche idéologique au service de l'action modernisatrice. Cette dernière suppose une vision du monde matériel à partir d'indicateurs objectifs tels que les infrastructures, les services sociaux de base, de nouveaux modes de vie, etc. Il n'est pas possible de séparer les deux. Dans le secteur minier, l'industrialisation minière a souvent été considérée comme la modernisation minière dans la mesure où elle emploie une technologie moderne, des moyens matériels et financiers impressionnants, une organisation bureaucratique sophistiquée, et agence l'exploitation intensive de grandes

étendues. Cependant, dans la mesure où elle porte atteinte aux équilibres locaux, son implantation procède par un discours, souvent appuyé par l'État : celui des avantages matériels qu'elle apporte à la population locale en termes de développement et de croissance économique.

Pourtant, comme le notent Guiffo et Mbianda (2013:143), « l'accélération de l'exploitation des ressources naturelles ne se déroule pas toujours de manière cohérente, et n'apporte finalement pas cette contribution au développement national et local au nom de laquelle elle est conduite ». Au lieu qu'elle soit porteuse de développement, la modernisation a été à la base d'importants déséquilibres, de dynamiques d'exclusion, et de frustrations. Touraine (2013) n'a pas hésité à parler de la « fin des sociétés ». Selon lui, la modernisation n'a pas seulement créé des crises économiques, mais elle a, d'une part, provoqué une crise sociale où « les institutions sociales ont perdu leur contenu, qu'il s'agisse de la démocratie, de la ville, de l'école, de la famille ou des systèmes de contrôle social » (Touraine 2013:12). D'autre part, la modernisation a plutôt laissé la place au développement d'une économie financière sauvage et parfois même criminelle (Touraine 2013:12).

Cela s'observe particulièrement en ce qui concerne l'exploitation des ressources naturelles où les considérations d'ordre environnemental, social et politique se voient reléguées au second plan au profit de l'accumulation capitaliste. Ainsi, estime Touraine (2013), la destruction de la société par une accumulation capitaliste charriant le discours de la modernisation se manifeste par la négation des droits des plus faibles (droits fonciers par exemple), la primauté des rapports de pouvoir, la perte de confiance du peuple dans ses gouvernants et un refroidissement des rapports entre les individus et l'État. Au regard des transformations négatives qu'elle entraîne, la modernisation ne semble pas tenir sa promesse. De même, la modernisation minière n'apporte pas cette contribution au développement national et local au non de laquelle elle est induite (Guiffo & Mbianda 2013), mais elle entraîne une nouvelle reconfiguration de l'espace social, des rapports des habitants à leurs gouvernants, ainsi que des transformations des dynamiques sociales existantes au niveau local. D'où l'on conclut au caractère d'une modernité insécurisée.

En effet, le concept de modernité insécurisée permet de comprendre comment les conséquences du capitalisme cosmopolite associées aux bouleversements opérés par l'avènement de la mondialisation impactent le quotidien de populations de plus en plus précarisées (Breda *et al.* 2013). Breda *et al.* (2013) conceptualisent la modernité insécurisée à partir d'une analyse empirique de l'entrée dans le processus de mondialisation des villageois Mossi de Kulkinka au Burkina Faso. Les auteurs relèvent dans

leurs analyses trois aspects de la modernité insécurisée. Premièrement, la rupture entre la vie réelle et la vie espérée. Deuxièmement, l'atermoiement, marqué par le vacillement du rêve d'une vie meilleure et l'insécurité par rapport à l'avenir. Troisièmement, la préséance de liens sociaux basés sur la défiance et d'une gouvernance inégalitaire articulant clientélisme, arbitraire et personnalisation du pouvoir. Boulais (2017), Laurent (2013) et Breda *et al.* (2013) en concluent qu'il faut partir de ces caractéristiques pour appréhender les effets de la modernisation sur les pratiques populaires.

Selon Peemans (2002:413),

> [L]es transformations induites par la modernisation s'accompagnent souvent de nouvelles formes de dualisme entre acteurs performants (ici les entreprises minières globalisées) et la majorité de la petite paysannerie (ici les creuseurs artisanaux), et entraînent notamment des conflits violents sur l'accès à la terre, aux minerais, à l'eau au fur et à mesure que se poursuit la privatisation des biens qui jadis étaient considérés comme patrimoine collectif avec des droits d'usage strictement réglementés suivant les coutumes locales. Elles aboutissent peu à peu à la marginalisation et à l'exclusion d'un nombre croissant des petits exploitants. Les progrès économiques et techniques incontestables se combinent avec des tensions sociales qui peuvent devenir source d'une instabilité politique chronique.

Ainsi, pour notre part, comprendre la modernité insécurisée revient aussi à observer au moins quatre éléments. D'abord, analyser les stratégies d'introduction du projet modernisateur dans le milieu. Un projet modernisateur qui s'introduit par la ruse, la violence ou les rapports de force relève de la « modernité imposée ». Ceci expliquerait la réaction de ses tenants face aux contestations, faisant écho à une posture colonialiste et hégémonique (1). Ensuite, il faut regarder la réception locale du projet modernisateur pour voir si les « bénéficiaires » se l'approprient, le rejettent ou y résistent (Olivier de Sardan 2001) (2). En plus, analyser les attitudes du pouvoir (des introducteurs du projet modernisateur) face aux contestations : répression, rétropédalage ou intransigeance (3). Enfin, il sied d'observer la manière dont sont gérées les contradictions qui sont en fait la traduction des rationalités des acteurs. Lorsque le projet modernisateur met en exergue la logique d'adhésion et ne supporte pas la remise en question, il conforte son côté hégémonique et traduit son caractère insécurisé (4).

Le concept de la modernité insécurisée permet alors d'appréhender la manière dont les réactions populaires à la modernisation minière restructurent les rapports sociaux, produisent de nouvelles formes de solidarité et transforment le rapport individus-État, individus-gouvernants et individus-territoire. En d'autres termes, ce concept rend compte de la

manière dont des logiques socioéconomiques et culturelles différentes engendrent des tensions et comment les acteurs arrivent à négocier leurs intérêts au sein de ces contradictions. Le cas de la société Banro est illustratif d'un processus de modernisation minière combinant légalité, illégalité, violence, pouvoir, idéologie et ruse. Mais l'on n'arrivera à comprendre cela qu'en décrivant d'abord le contexte de crise qui a ouvert une des brèches à Banro dans son processus d'implantation à Luhwindja.

Dynamiques locales et luttes sociales précédant l'arrivée de Banro

La littérature critique souvent l'hégémonie, la violence et l'arrogance avec lesquelles s'implantent les entreprises minières dans le milieu. De nombreux auteurs attestent que certaines entreprises minières ne s'installent pas seulement au mépris des autorités locales (Lickert 2013), mais leur implantation contribue aussi à la production de la conflictualité entre acteurs locaux, fragilisant ainsi la cohésion sociale (Geenen 2016). Dans le cas de Luhwindja, une telle réalité mérite d'être problématisée en ce qui concerne l'implantation de Banro. Nos recherches soutiennent que la fracture sociale au sein de la population de Luhwindja ne peut être considérée comme la fabrique de la société Banro. C'est en revenant sur le contexte social qui prévalait avant l'arrivée de cette société, dans une perspective de *longue durée*, qu'on parvient à comprendre que l'action de celle-ci n'a été qu'un facteur de renforcement ou d'aggravation. Certes, certaines recherches ont montré que cette société a joué un rôle important dans la détérioration de la cohésion sociale locale (Bashizi *et al.* 2018; Kabunga *et al.* 2018), mais l'on ne peut lui en attribuer la paternité totale sans verser dans l'exagération.

Bien avant l'arrivée de l'entreprise Banro à Luhwindja, le contexte social local avait déjà été fragilisé par des conflits de plusieurs ordres, dont les conflits fonciers et les conflits de pouvoir, les deux types de conflits les plus énoncés dans nos données de recherche. À plusieurs reprises, les interviewés ont reconnu cette situation, comme on peut le lire dans cette citation :

> « Les conflits existent partout. Nous en avions toujours ici chez nous. Nous ne pouvons pas dire que c'est la société (Banro) qui les a amenés. Depuis longtemps, les gens se battent pour la terre, le contrôle du pouvoir et même les minerais. Beaucoup de divisions entre familles dans notre entité relèvent des conflits autour de la terre[1]. »

En effet, les conflits fonciers figurent parmi les causes majeures de la fragilité de la cohésion sociale et représentent plus de 70 pour cent des litiges locaux qui détériorent les relations entre les individus (Mudinga 2017). Ils sont généralement liés aux limites des parcelles, au partage d'héritages,

à la destruction des champs par les animaux domestiques des voisins et à l'accaparement des terres par des élites. Les conflits fonciers sont ainsi des facteurs de fragmentation sociale qui opposent les paysans entre eux, les paysans avec leurs chefs locaux et les paysans avec les élites sociopolitiques (Mudinga 2017 ; Claessens *et al*. 2014).

Une des variantes des conflits fonciers retrouvée à Luhwindja est celle liée à la gestion des sites miniers. Depuis bien longtemps, le conflit d'accès et de gestion des sites miniers oppose le chef de groupement de Luciga et la chefferie[2]. Luciga étant le groupement dans lequel est concentré le gisement d'or de la chefferie Luhwindja, le chef de celui-ci était accusé de non transparence dans la gestion des sites miniers artisanaux et de détournement des taxes dédiées à la chefferie. Craignant pour l'escalade de ce conflit, des organisations de la société civile[3], animées par des acteurs de Luhwindja, se sont plusieurs fois impliquées pour prévenir les conflits violents et exiger une gestion transparente des mines artisanales et des taxes y relatives[4]. Si l'intervention des organisations de la société civile a pu tempérer les frustrations, elle n'a jamais réussi à mettre fin au conflit. La plupart des acteurs de la société civile rencontrés évoquaient les raisons d'interférence politique :

> « Nous nous sommes investis d'abord par le fait que Luhwindja, c'est chez nous. Mais aussi nous avons la possibilité de parler à tous les acteurs en conflit. Nos interventions ont aidé à amortir certains chocs, mais lorsque les problèmes sont politisés, ça devient compliqué. Voilà ce qui rend constamment notre travail délicat[5]. »

À côté des conflits fonciers, le conflit de pouvoir coutumier a fortement marqué l'histoire de Luhwindja. Décrit comme un conflit de légitimité et de leadership au sein de la chefferie, ce conflit a été à la base de la fragmentation sociale locale, dont les effets étaient encore dormants avant l'arrivée de Banro. L'histoire de ce conflit a encore plus attiré notre attention compte tenu du rôle qu'il a joué dans la déstructuration des enjeux locaux. En effet, le conflit lié au pouvoir coutumier à Luhwindja a d'abord été une question d'héritage contesté, ensuite une question de frustration liée à la gestion de la fonction d'intérim après la mort du *Mwami*[6] Philémon en 2000 et, ensuite, une politisation du rôle de régence par la *Mwamikazi*[7]. Ce sont ces trois dimensions du conflit qui ont court-circuité les rapports sociaux et entraîné des dérégulations qui ont renforcé la conflictualité et l'insécurité des personnes et de leurs biens, incluant des pertes en vies humaines et des emprisonnements[8].

En ce qui concerne les conflits d'héritage au sein de la famille royale, c'est depuis le début des années 1990 que les deux frères Ruvura Naluhwindja et Philémon Naluhwindja s'opposent au sujet de la légitimité successorale.

À la mort de leur père, le Mwami Naluhwindja, c'est plutôt Philémon, le plus jeune des frères, qui fut intronisé pour succéder au trône de Luhwindja en qualité de Mwami. Cette intronisation fut alors considérée par Ruvura, frère aîné, comme une escroquerie familiale, qui, par cet acte, venait de méconnaître son droit d'aînesse. Les informations récoltées sur le terrain attestent que la frustration de Ruvura ne s'était jamais transformée en une revendication violente. Mais elle a porté déjà les germes d'une division au sein de la famille royale. Un leader local affirmait cela en ces termes :

> « [L]e conflit majeur ici, c'est le contrôle du trône, du pouvoir. M. Ruvura considère qu'il a été lésé lors de l'héritage. Mais il est resté inoffensif vis-à-vis de son frère. Mais ça ne veut pas dire qu'il n'était pas rongé intérieurement. Ce qui l'a fragilisé, c'est la bonne gouvernance de l'entité par son frère Philémon, lequel était très apprécié par la population[9]. »

En effet, l'orthodoxie de gestion du Mwami Philémon ainsi que sa proximité avec la population lui avaient valu beaucoup de considération et de succès. Il fut alors difficile à son frère Ruvura de revendiquer le trône, sachant qu'il n'aurait pas l'appui d'une population satisfaite de la gouvernance orthodoxe de leur Mwami. En outre, Philémon avait entretenu de bonnes relations politiques avec le régime du président Laurent Désiré Kabila ; il s'était opposé à la rébellion du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) accusée de poursuivre des velléités expansionnistes à la solde du Rwanda et avait pris position contre l'arrivée de la société Banro appuyée par le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) ; cela avait renforcé sa légitimité, le soutien de la population de Luhwindja, et tempéré les intentions de son frère Ruvura de reprendre le trône de Luhwindja. Cependant, la mort « mystérieuse » en France du Mwami Philémon en 2000, suspectée d'être liée à ses positions contre l'arrivée de Banro, avait reconfiguré les enjeux du pouvoir coutumier à Luhwindja. Cette circonstance, ainsi que les conséquences qui ont suivi, avait alors réveillé le frère Ruvura, qui estima que le moment était venu d'être finalement investi comme Mwami. Mais les choses prirent une tournure différente, renforçant de nouveau sa frustration.

À la mort du Mwami Philémon, les gardiens de coutume décidèrent d'introniser son fils Tony, mais celui-ci était encore mineur et vivait en Europe pour des raisons d'études. Ils désignèrent alors M. Justin Naluhwindja, le petit frère du feu Mwami Philémon, pour assurer l'intérim du Mwami. Dans la même foulée, ils désignèrent la femme de Philémon, Mme Espérance Baharanyi, comme Mwamikazi ou reine mère, fonction qui était censée lui permettre de veiller sur les intérêts de son fils encore mineur et de continuer à jouir des privilèges liés à sa position dans la chefferie (Cuvelier & Bashwira 2017). Si la nomination de Justin ne posa

pas d'énormes problèmes, celle d'Espérance avait suscité des indignations au niveau local. D'abord parce qu'on la soupçonnait de n'avoir pas fourni des informations exhaustives et convaincantes sur les circonstances de la mort de son époux, le Mwami Philémon[10]. Mais aussi parce qu'on l'accusait de n'être pas proche de la population. Le poste de Justin à l'intérim du Mwami ne suscita pas la convoitise directe de son frère aîné Ruvura, surtout qu'il s'inscrivait dans la ligne droite de Philémon en ce qui concerne la défense des intérêts de la population, l'opposition contre le régime du RCD et contre l'arrivée de Banro. Le règne de Justin était donc en continuité avec celui du Mwami Philemon. Sa proximité avec la population lui valut beaucoup de popularité, au détriment de la Mwamikazi qui s'est sentie frustrée. D'où le début d'une autre crise au sein de la famille royale, laquelle conduisit certaines personnes, en particulier celles proches de la Mwamikazi Espérance, à quitter Luhwindja pour s'installer dans la ville de Bukavu. Ces gens disaient craindre pour leur sécurité et accusaient Justin de collaborer avec les groupes armés pour déstabiliser les voix discordantes[11].

Le renversement des enjeux nationaux, provinciaux et locaux au lendemain de l'assassinat du président de la République Monsieur Laurent-Désiré Kabila en 2001 a entraîné un nouveau rebondissement de la crise au sein de la famille royale[12]. Son fils Joseph Kabila prend le pouvoir et, contrairement à son père qui cherchait son indépendance vis-à-vis des entreprises minières anglo-américaines et canadiennes, celui-ci se rapproche de ces entreprises. Avec ses relations désormais acquises avec le pouvoir de Kinshasa, l'entreprise Banro, dont l'arrivée à Luhwindja avait longtemps été contestée par le pouvoir local, se rapproche du gouvernement rebelle du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), qui lui donne sa bénédiction pour s'implanter à Luhwindja à travers sa filiale Twangiza Mining. Mais cela reste impossible parce que la population locale, à travers Justin Naluhwindja, dans les pas de son prédécesseur, est non seulement hostile au RCD, mais aussi à l'arrivée des entreprises étrangères. Le discours collectif hérité du Mwami Philémon était que les entreprises étrangères venaient mettre fin à l'exploitation minière artisanale au détriment de la population, et que le RCD était un mouvement rebelle à la solde des envahisseurs rwandais (Cuvelier & Bashwira 2017 ; LPI 2017). Pour contourner l'obstacle, l'entreprise Banro avait développé plusieurs stratégies, dont le rapprochement avec la Mwamikazi à l'insu de Justin. Les arrangements entre la société Banro et la Mwamikazi permirent alors à cette entreprise étrangère d'implanter sa filiale, la Twangiza Mining, à Luhwindja et la prise de contrôle des enjeux de pouvoir et socioéconomiques de Luhwindja par la Mwamikazi. Cependant, le style de gouvernance de cette dernière a été très critiqué à la fois par la population et par les organisations de la société civile.

Les violences, arrestations, frustrations et abus dont plusieurs membres de la communauté locale ont pâti, la gestion peu orthodoxe de la chefferie et de ses ressources par la Mwamikazi remuèrent le conflit de succession au sein de la famille royale. Depuis ce temps, les tentatives de la famille Ruvura de prendre les rênes du pouvoir sont manifestes[13].

En définitive, l'histoire de Luhwindja, ses conflits et ses luttes sociales ne sont pas récents et ne commencent pas avec l'arrivée des entreprises minières, comme plusieurs recherches ont tendance à le laisser sous-entendre. Luhwindja existait bel et bien et a connu les mêmes défis de gouvernance et de conflictualité que les autres chefferies de l'est de la RDC. Les conflits politiques, les conflits fonciers, les conflits liés à l'accès aux ressources naturelles et les conflits de pouvoir sont le lot de la plupart des entités coutumières de cette partie de la RDC. Les crises dans la plaine de Ruzizi, dans la chefferie de Nindja, dans le groupement de Kalima et dans bien d'autres lieux encore ne sont que des exemples parmi tant d'autres. Ainsi, on ne peut attribuer complètement la fragilité de la cohésion sociale à Luhwindja à la modernisation minière ou à l'arrivée de Banro. En effet, Banro n'aura fait que saisir l'opportunité que lui offrait la fragilité de ce contexte pour atteindre ses objectifs. Le point suivant nous permet de montrer comment la modernisation minière procède dans des contextes de résistance et de méfiance et comment la multinationale Banro a réussi à s'implanter en instrumentalisant les luttes sociales locales décrites.

Une modernité insécurisée : Banro, logiques contestataires et stratégies d'acteurs

Le présent point nous permet d'analyser les stratégies par lesquelles Banro a réussi à s'implanter, d'une part, et de comprendre comment la différence de logiques des acteurs a construit la crise à Luhwindja, d'autre part. En effet, la chefferie de Luhwindja est située à 65 km au sud-ouest de la ville de Bukavu, à l'est de la RDC. D'une superficie de 182 km^2, elle est la plus petite chefferie du territoire de Mwenga. Elle est subdivisée en 9 groupements[14], avec une population d'environ 95 101 habitants. L'exploitation artisanale des minerais (30 %), l'agriculture (60 %) et le petit commerce sont les principales activités qui structurent la vie de cette population depuis bien longtemps. Avant l'arrivée de la société Banro, l'exploitation artisanale des minerais employait plus de 12 000 creuseurs (Life & Peace Institute 2017 ; Buraye 2017 ; Geenen 2014). Aux yeux de la population, l'arrivée de Banro allait sceller la fin de leurs activités minières ; elle était donc une menace pour leurs conditions de vie et leur source principale de revenus. Bien plus, au-delà des périmètres qu'ils exploitaient, la population craignait pour la perte

de leurs droits fonciers compte tenu de la préséance, en droit congolais, du droit minier sur le droit foncier. Un creuseur expliquait :

> « L'exploitation des minerais est notre activité principale. La majorité des hommes d'ici sont des creuseurs. L'arrivée dans le milieu d'une société pour une exploitation moderne nous paraissait comme une menace. Nous avions peur de perdre nos emplois.[15] »

En avril 2002, la société Banro arrive à négocier le droit d'exploitation aurifère de quatre concessions minières en RDC, dont la mine de Twangiza située à Luhwindja. Le titre d'exploitation de la mine de Twangiza s'étend sur 180 km^2, couvrant presque toute l'étendue de la chefferie de Luhwindja qui a 183 km^2. Or, en détenant ce permis minier sur cette vaste étendue, les droits de Banro devenaient prééminents sur les droits fonciers paysans et exposaient ces derniers à un accaparement « légal » de leurs terres. Le droit foncier des paysans de Luhwindja se trouvant ainsi menacé, une grande partie de la population se sentit dans l'obligation d'adopter des stratégies de résistance contre cette modernisation minière et contre l'arrivée de la société Banro spécifiquement (Buraye *et al.* 2017 ; Buraye 2018). Cependant, la société Banro va également mettre en place des stratégies pour imposer son implantation dans la chefferie de Luhwindja. Nos données de recherche renseignent que Banro eut recours à au moins trois stratégies : l'usage des relations sociopolitiques, l'instrumentalisation des luttes sociales locales et le recours au discours développementaliste.

Premièrement, la société Banro avait noué des relations avec les instances politiques nationales et provinciales du pays. Au niveau national, contrairement à son feu père, le président Joseph Kabila était prédisposé à collaborer avec les entreprises minières étrangères. C'est lui qui obtint un arrangement à l'amiable pour le contentieux qui opposait la RDC du temps de son père et la société Banro. À un niveau provincial, Banro s'était déjà rapproché du gouvernement rebelle du RCD, dont il reçut l'assurance d'un appui politique à sa démarche. L'importance de ces relations fut perceptible tout au long du processus d'implantation de Banro, à commencer par la phase exploratoire jusqu'à la phase de production. Il était devenu plus facile pour Banro de les mobiliser en cas de besoin. Par exemple, Geenen et Iragi (2013) notent que le président Joseph Kabila lui-même avait joué un rôle important pour persuader la Mwamikazi de se ranger derrière la cause de cette entreprise et d'aider à en faciliter l'implantation. La mobilisation de la police, de l'armée et des dispositifs administratifs pour dissuader la résistance ne posait plus problème à Banro étant donné ses connexions avec les instances du pouvoir au niveau provincial. Ces influences ont continué même après la réunification du pays.

Deuxièmement, Banro s'est engagé dans l'instrumentalisation des luttes sociales existantes, en particulier les luttes de pouvoir au sein de la famille royale. Comme son implantation était contestée par la population et particulièrement par le Mwami Justin Naluhwindja, Banro trouva une astuce : mobiliser en sa faveur et fournir les moyens d'action à ceux qui contestaient le leadership de Justin (Kamundala & Mukasa 2017 ; Failly 2013). « Pour le gouvernement congolais, et pour Banro, une alliance avec des membres de l'élite locale triés sur le volet permettrait un rapprochement avec la population locale et une diminution des tensions potentielles » (Geenen & Iragi 2013:130). Plusieurs rapports empiriques indiquent que c'est de là que la Mwamikazi, vivant en Belgique à l'époque, fut contactée par le président de la République au compte de la société afin d'accompagner ce projet modernisateur. À cet effet, il fallait fragiliser le leadership de Justin en élevant celui de la Mwamikazi. Cette stratégie se déroula en quatre actes au moins. Le premier acte consista pour le gouvernement congolais à lancer une opération militaire en 2005 pour neutraliser les milices et groupes armés proches des opposants à l'idéologie modernisatrice. Le deuxième acte fut de contraindre le Mwami Justin à la fuite afin de laisser libre cours à l'exercice du leadership de la Mwamikazi et, par ricochet, à l'implantation effective de Banro. Le troisième acte se passe en 2006 lors des élections en RDC. Justin avait quitté sa cachette pour participer aux élections. Il fut élu député national. Mais contre toute attente, son mandat fut invalidé par la Cour suprême. Les prétextes avancés par ladite Cour furent farouchement critiqués par les électeurs de Luhwindja : « Bon nombre de partisans y virent une manœuvre du gouvernement pour le mettre à l'écart de la scène politique et diminuer sa capacité d'influence. » (Geenen & Iragi 2013:131) En fait, plusieurs analystes considèrent que le pouvoir en place, en phase avec Banro, trouvait dangereux d'offrir une tribune officielle à un individu opposé à l'idéologie de la modernisation minière.

Le quatrième acte fut d'obtenir la cooptation de la Mwamikazi comme députée provinciale au Sud-Kivu en tant qu'un des quatre représentants des chefs traditionnels requis aux termes de la loi électorale congolaise. D'aucuns estiment qu'elle avait bénéficié de sa relation avec le chef de l'État et le gouverneur de province ainsi que des moyens financiers de Banro pour obtenir ce mandat. Elle avait désormais tous les moyens d'action pour arriver et faire la loi à Luhwindja, d'une part, et reprendre le contrôle de la chefferie, d'autre part, profitant de la fragilisation politique de Justin[16]. C'est ainsi que Banro s'installa durablement. Dans une contrée où elle était déjà contestée, la Mwamikazi joua encore davantage des rôles qui renforcèrent la méfiance de la population et radicalisèrent plusieurs paysans[17]. On lui reprochait de poursuivre ses propres intérêts au détriment de la population pour laquelle elle était supposée plaider.

> Toutes ses fonctions ont provoqué le mécontentement d'une partie de la population qui voyait les gains économiques que la reine mère tirait de sa relation avec la Banro au détriment des habitants affectés par les déplacements forcés, la dépossession de leurs terres et la perte de leurs activités génératrices de revenus. (Geenen & Iragi 2013:131 ; Cuvelier et Bashwira 2017).

La troisième stratégie de Banro peut être décrite comme diplomatique. Celle-ci consistait en la mise en exergue du discours développementaliste à l'endroit des populations. Il s'agissait de faire miroiter une vie nouvelle, de meilleures conditions de vie grâce à sa présence dans le milieu. Des écoles, hôpitaux et routes modernes allaient être construits, des emplois bien payés allaient être accordés aux paysans, les creuseurs allaient être engagés au sein de l'entreprise, bref, Banro promit de contribuer au développement local à Luhwindja. Ce genre de promesses n'est pas nouveau dans la mesure où elles constituent une obligation dans le cadre de la Responsabilité sociale des entreprises (RSE). Pour asseoir cette idéologie, elle procéda de deux manières. D'abord en utilisant des personnes au sein de l'élite locale pour jouer aux intermédiaires en échange des avantages directs et indirects tels que des contrats de sous-traitance, des emplois ou faveurs diverses (Kamundala 2013 ; Kitungano & Vander Boon 2015). Ensuite, par l'organisation d'un Forum communautaire, comme cadre de négociation avec la population. Pour les acteurs de la société civile avec qui nous nous sommes entretenus en novembre 2019, ce forum était constitué de représentants des communautés locales et de l'entreprise qui, non seulement étaient tous désignés par celle-ci, mais défendaient préférablement les intérêts de Banro. Un acteur présent au forum était critique :

> « Nous étions dans une sorte de marché de dupes. La population n'avait pas de contrôle sur les enjeux mêmes de ce forum. Des personnes influentes à la solde de Banro dominaient le débat. Je ne suis pas surpris si les promesses n'ont pas été tenues. Cette négociation était une mascarade, une simple formalité pour se légitimer[18]. »

C'est à l'issue de ce processus de négociation avec les communautés qu'un cahier des charges fut élaboré et signé avec les détails sur les obligations sociales de l'entreprise et celles de la population[19]. Si les idées étaient bonnes, dans la pratique, les choses ne se sont pas passées comme prévu : des populations déplacées, des terres et habitations accaparées sans juste rétrocession. Toutefois, l'idéologie modernisatrice fit écho parce que quelques élites locales mues par leurs intérêts individuels s'en étaient fait les chantres, arguant par là que leur entité venait d'entrer dans une nouvelle ère. Toutefois, l'évaluation du respect du cahier de charges montre que la société n'a réalisé que 30 pour cent de ses promesses[20] (Kitungano & Vander Boon 2015).

Nos résultats montrent toutefois que si la modernisation minière a réussi à se matérialiser à Luhwinjda, ce n'est pas seulement à cause des trois stratégies ci-dessus développées. Il est observable qu'il y a eu concours de plusieurs autres facteurs dont nous retenons quatre principaux. Premièrement, et cela est une question structurelle, un cadre légal équivoque qui reconnaît la primauté des droits miniers sur les droits fonciers. C'est à ce titre que Banro avait accaparé les terres paysannes, contraignant ainsi les paysans à la délocalisation. L'on dénombre plus de 800 ménages victimes d'accaparement de terres, dont 243 ont été réinstallés à Cinjira, un site situé à environ 2 900 mètres d'altitude, aux conditions de vie et climatiques éprouvantes (Justice pour tous 2015). Deuxièmement, un contexte politique largement dominé par le discours de la modernisation, mais surtout de la « révolution de la modernité ». La ligne politique du pouvoir au sujet du secteur minier était en l'occurrence la promotion de la modernisation minière et une quasi contestation de la capacité du secteur minier artisanal à contribuer à la croissance économique et au développement. Suite à cette option politique, du reste néolibérale, faire déguerpir les creuseurs artisanaux des sites miniers devenait très facile. Troisièmement, les luttes de pouvoir et de positionnement des leaders locaux offraient des opportunités d'instrumentalisation. Les élites et leaders localement contestés étaient en permanence en train de chercher des voies et moyens pour se légitimer. En leur accordant les moyens d'action et en faisant d'eux les vulgarisateurs des bienfaits de la modernisation minière et du discours développementaliste, ceux-ci renforçaient l'atteinte des objectifs de l'entreprise. Quatrièmement, un contexte d'insécurité caractérisé par la présence des groupes armés dans la région, mais surtout le rapprochement de ceux-ci avec les contestataires de la modernisation minière. Loin de le considérer comme une menace, Banro l'a utilisé comme une opportunité. En utilisant l'argument de l'insécurité comme obstacle au développement, cela suffisait pour justifier les interventions militaires dans la contrée, comme, celle du 11 juillet 2005.

Modernisation minière et création des « anormaux[21] »

Le processus de pénétration de la modernité dans les milieux ruraux ne s'est jamais réalisé sans heurts (Peemans 2013 ; Hönke 2010 ; Laïdi 2002). À l'instar de ces auteurs, Laurent (2013) renseigne que les dérégulations induites par le processus de modernisation débouchent sur le renforcement de l'autoritarisme et/ou de l'insécurité, tout en pérennisant l'économie de la débrouille au sein des sociétés et/ou communautés dont les ressources (naturelles et humaines) sont soumises à l'exploitation internationale. Les réactions paysannes se sont souvent montrées comme des verrous

importants à l'introduction de la modernité, que les acteurs derrière celle-ci s'activent, par tous les moyens, à faire sauter. En d'autres termes, les porteurs de la modernisation, et particulièrement l'État, ne sont jamais disposés à voir leur projet échouer sur fond de ces résistances. En charriant le discours moderne-développementaliste, ils chantent le bonheur que celui-ci apporte à la population et à l'État.

En ce qui concerne la modernisation minière en l'occurrence, le discours sur la contribution de celle-ci à la croissance économique traverse toute la pensée politique des gouvernants, qui voient chez les contestataires un dérèglement mental. Les opposants de l'idéologie modernisatrice sont ainsi considérés comme des anormaux qu'il faut décourager, neutraliser, discipliner et peut-être soigner. Ils sont perçus comme des obstacles majeurs à la croissance économique et au bien-être collectif, vu à l'échelle de l'État. Pourtant, l'analyse des discours des paysans de Luhwindja tend à soutenir que c'est plutôt du côté de l'État et des entreprises minières internationales qu'il faut chercher cette anormalité, dans la mesure où ils viennent perturber leur stabilité et nuire à leurs intérêts, à leurs conditions de vie. C'est cette différence de logiques entre acteurs au sujet de la modernisation qui est au cœur du concept même de modernité insécurisée (Laurent 2013).

En considérant les opposants à la modernisation minière comme des « malades », des « anormaux », il devient facile d'activer la « technologie du pouvoir » (Foucault 1984) et tous les dispositifs étatiques pour les empêcher de nuire à la modernisation. C'est ce qu'on observe en ce qui concerne la manière dont les réactions des paysans ont été réprimées à Luhwindja. En effet, les paysans se sont farouchement opposés à l'arrivée de Banro, jusqu'à faire une alliance contre nature avec les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda[22] (FDLR) pour les aider à empêcher les missions d'exploration[23]. C'est ce qui justifia le recours à la force militaire pour neutraliser la résistance. Après son implantation, les conflits entre les paysans et la société étaient de trois ordres : l'accès à la terre et au site d'exploitation artisanale des mines, les luttes contre la dépossession et la participation politique des populations locales dans la prise des décisions (Kitungano & Vander Boon 2015 ; Geenen & Iragi 2013 ; Bebbington *et al.* 2008). Toutes les formes de résistance de la population lors des tentatives d'implantation, de l'exploration et à la phase d'exploitation n'ont jamais été tolérées. Se fondant sur les promesses faites par Banro en faveur du développement local, les élites intermédiaires et l'État trouvaient infondée toute rébellion, toute résistance contre un acteur engagé pour le développement et utile au pays dans le cadre de la croissance économique :

> « On ne peut pas laisser se développer une contestation inutile. Partout en Afrique il y a les industries minières et même ici en RDC. Une société qui va contribuer à l'économie nationale, donner l'emploi aux gens, contribuer au développement du milieu et consorts ne peut pas souffrir des caprices de quelques personnes qui disent représenter la population. En tant que gouvernement, nous avons pris nos responsabilités face aux récalcitrants[24] », nous répondait une autorité locale.

La répression des « anormaux » n'a été possible que parce qu'elle avait un soubassement idéologiquement fortement ancré dans la conscience des acteurs étatiques et des élites locales favorables à la démarche de l'entreprise. Ceux qui, à l'instar du Mwami Justin, disaient « résister pour sauvegarder les intérêts de la population » étaient considérés comme ces « véritables freins au développement local » qu'il fallait neutraliser, y compris par la violence. C'est en analysant les propos de certaines autorités locales que l'on comprend toute la démarche étatique :

> « Les gens pensent que le gouvernement est contre eux alors qu'il veut améliorer les choses. Quand est-ce que l'exploitation artisanale allait permettre de construire des écoles, hôpitaux modernes ou des routes dans ce milieu ? Est-ce anormal de voir les gens s'opposer à un projet qui permet de résoudre plusieurs de leurs problèmes ? Notre responsabilité était de remettre de l'ordre et de sanctionner les semeurs de troubles[25]. »

Plusieurs rapports informent que des dizaines de personnes furent arrêtées en mars 2012, et au moment de notre enquête, certaines d'entre elles étaient toujours en prison (Justice et Paix 2019 ; Justice pour tous 2015 ; Maison des Mines du Kivu 2015). Par ailleurs, d'autres personnes ont été obligées de fuir le milieu suite aux intimidations et menaces, mais surtout craignant d'être la cible des arrestations pour leurs critiques vis-à-vis de la gouvernance de la chefferie et du non-respect des clauses du cahier des charges par l'entreprise. Cela a ravivé encore la crise sociale à Luhwindja, au point où une partie de la population soutient encore l'intronisation de Ruvura comme Mwami en lieu et place de Tony, fils de la Mwamikazi devenu majeur[26]. Très récemment, le 20 novembre 2019, les préparatifs du mariage du fils de Ruvura furent perturbés par la police (soupçonnée d'être à la solde de la Mwamikazi), avec arrestation de quelques membres de la famille. « Des habitants fidèles à la famille Ruvura ont résisté quand la police est venue arrêter Safari Ruvura, celui qu'ils considèrent comme leur chef légitime. Il s'en est suivi un affrontement avec comme conséquence l'arrestation de six personnes[27]. »

La description ci-dessus impose que nous rendions compte du défaut d'appréciation des attitudes et des réactions paysannes par les tenants de l'idéologie modernisatrice. En fait, pour reprendre Laïdi (2002:25), « il n'y a

pas, contrairement à ce que l'on pourrait croire, de rejet massif et global de la mondialisation » ; il y a une méfiance qui tente d'éprouver celle-ci et d'en réduire les effets. Il y a, comme le soutient Ela (1994:11), « des acteurs qui, désemparés et face aux défis du présent, se refusent à chercher la libération dans l'imaginaire ». En d'autres termes, ce n'est pas que les individus veulent rester à l'état primitif, mais plutôt qu'ils considèrent que tout changement ayant pour conséquence la déstructuration de leur patrimoine culturel, de facteurs symboliques, doit être questionné. Le problème, c'est que la modernisation minière se déploie sur le terrain sous forme d'injonction et de manière violente et autoritaire. Toute critique est d'office traitée comme une transgression, une anormalité qui mérite une réponse à la hauteur des enjeux. Sauf que la répression des frustrations engendre plus de frustrations, qui induisent une nouvelle répression ; sans qu'on arrive à en trouver la solution. Une analyse fine de la situation permet de voir en cela une guerre entre l'État et sa population autour d'une différence de logiques dans laquelle l'État préfère exercer le monopole de la violence pour imposer le développement. C'est le sens même de la modernité insécurisée.

Conclusion

L'incertitude, l'imprédictibilité, le danger, la peur, la violence, la défiance, le clientélisme qualifient les sociétés au XXIe siècle (Breda *et al.* 2013). Alors que les promoteurs de l'extraction, entreprises minières et État central en tête, mettent en avant l'apport économique du secteur, la création d'emplois et les projets d'infrastructures, productifs et sociaux qui en dérivent, ses détracteurs, principalement la société civile, et particulièrement les communautés paysannes et indigènes, organisées dans des mouvements de protestation et au sein d'ONG, y opposent l'inégalité de la répartition des bénéfices, la dépendance politique et économique de l'extraction, et les forts impacts environnementaux de l'activité (Grieco 2016:85). Concept opératoire, la modernité insécurisée rend compte du fait d'être moderne dans un contexte globalisé d'insécurité culturelle, économique, sociale, politique et climatique (Laurent 2013). L'article a permis de rendre compte du caractère inédit et dynamique des pratiques des populations confrontées à la survie dans un contexte de modernité imposée dans lequel l'État et les acteurs puissants jouent des rôles déterminants. Le cas de Luhwindja a été illustratif dans le cadre de la modernisation minière. Il nous a permis, d'une part, de comprendre pourquoi les acteurs paysans se « réservent » face aux projets dits modernes, dont ils ont compris la capacité de nuisance face à leurs intérêts. D'autre part, il révèle l'intransigeance et l'inventivité des entreprises capitalistes se battant pour atteindre et protéger leurs intérêts.

Notre argument principal était qu'au-delà des rapports de force, c'est la capacité à déstructurer (à dessein) les équilibres de pouvoir existant dans l'arène locale, et ce, par l'instrumentalisation des luttes sociales locales présentes, dans une logique de *diviser pour régner*, qui rend notamment possible le processus de modernisation minière et, plus concrètement, d'implantation des entreprises minières contestées dans le milieu. Dans ce sens, la modernisation minière est susceptible de contribuer à la fragmentation sociale et de la renforcer. L'analyse des résultats nous a permis de le démontrer. Mais elle nous a surtout révélé qu'à elle seule, l'instrumentalisation des luttes sociales existantes n'était pas suffisante pour obtenir d'imposer la modernisation minière dans un milieu. C'est surtout une combinaison de stratégies, entre autres les rapports de pouvoir et relations sociales (connexions avec les décideurs), le discours séducteur-développementaliste, l'instrumentalisation d'une élite locale frustrée, et l'existence des conditions structurelles susceptibles d'être transformées en opportunité, notamment un cadre légal équivoque, un contexte politique largement dominé par le discours de la modernisation, et une crise politico-sécuritaire. Par ailleurs, nous avons compris que, face à la résistance populaire, l'État et les entreprises minières réussissent à imposer l'obéissance par la répression, sauf que cette dernière montre ses limites et ne parvient ni à créer des citoyens dociles ni à endiguer la résistance. En traitant les contestataires de l'idéologie modernisatrice comme des anormaux, l'État parvient à justifier sa violence, mais ne réussit pas à endiguer l'anormalité. La crise permanente à Luhwindja en a suffisamment témoigné.

Notes

1. Focus group, Jeunes, Luhwindja, 20 octobre 2019.
2. En RDC, la chefferie est une entité territoriale décentralisée dirigée par un chef coutumier reconnu et investi par la coutume et par l'État. Elle est toujours composée de plusieurs groupements qui sont également des entités administrées par des personnes provenant de la lignée royale/coutumière, elles-mêmes aussi reconnues par l'État.
3. Comité de développement de Luhwindja (CODELU,) Association pour le développement des milieux ruraux (ADMR), CODEVAH.
4. Entretien, Balagizi K., chercheur CERUKI, ISP, novembre 2019.
5. Entretien, agent CODELU, 8 novembre 2019.
6. Le Mwami dans la langue locale (le Mashi du peuple Bashi) désigne le roi, le grand chef coutumier.
7. Mwamikazi désigne la femme du Mwami, du roi.
8. Entretien avec le Mwami et les représentants de la société civile locale.
9. Entretien, Safa, société civile, Luhwindja, 17 novembre 2019.

10. Les informations données firent état de la mort par accident du Mwami Philémon en France. Sauf que seul le véhicule fut trouvé, mais pas le corps. C'est de la cendre qu'on amena à Luhwindja en lieu et place d'un corps. Cela suscita des suspicions dans la population, lesquelles subsistent jusqu'aujourd'hui.
11. Entretiens avec les acteurs de la société civile qui ont requis l'anonymat, novembre 2019.
12. Philémon entretenait de bonnes relations avec L.-D. Kabila, à travers la Société minière du Congo (SOMICO). Cette société minière avait été créée en 1998 par le président L.-D. Kabila après avoir ravi des parts à la Sominki en faillite et à Banro. Le président de la République avait nommé au poste de directeur de la SOMCO le Mwami Philémon. La création de la SOMICO procédait d'une triple logique pour Laurent-Désiré Kabila : obtenir le contrôle du secteur minier par l'État, centraliser les revenus entre les mains du nouveau régime et, en conséquence, gagner en indépendance à l'égard des entreprises anglo-américaines (Geenen & Iragi 2013).
13. En novembre 2019, la famille a voulu profiter d'un mariage pour introniser Ruvura comme Mwami en lieu et place du fils de la Mwamikazi devenu majeur (interviews avec les acteurs de la société civile qui ont requis l'anonymat, novembre 2019).
14. Les 9 groupements de Luhwindja sont : Kabalobe, Idudwe, Cibinda II, Burembo, Lubuha, Bujiri, Mulama, Karundu, Luciga.
15. Focus group, Creuseurs artisanaux, Luhwindja, octobre 2019.
16. Entretiens avec les acteurs de la société civile qui ont requis l'anonymat, novembre 2019.
17. Lire Geenen et Iragi, *op. cit.*, p. 131 pour plus de détails.
18. Entretien, leader local de Luhwindja, novembre 2019.
19. L'élaboration, jusqu'à la signature, de ce cahier de charges prit plus d'un an.
20. Entretien, IT Cinjira, novembre 2019.
21. Cette expression est empruntée à Aymar Nyenyezi Bisoka dans sa thèse sur les enjeux de l'accaparement des terres en Afrique, 2016.
22. Un groupe armé rwandais présent en RDC depuis les années 1994 et qui terrorise la population.
23. Entretien, membre du CLD, Luhwindja, octobre 2019.
24. Entretien, autorité locale (anonyme), Luhwindja, 13 novembre 2019.
25. Entretien, autorité locale (anonyme), Luhwindja, 13 novembre 2019.
26. Entretiens avec les acteurs de la société civile qui ont requis l'anonymat, novembre 2019.
27. La famille Ruvura était suspectée de vouloir profiter de ce mariage pour introniser le fils (entretien de Shukuru Mpondo, Société civile, rapporté par le journal La Prunelle : https://laprunellerdc.info/sud-kivu-que-sest-il-reellement-passe-a-luhwindja-le-20-novembre-dernier/

Références

Banque mondiale, 2008, *Democratic Republic of Congo-Growth with Governance in the Mining sector*, Rapport n° 4302-ZR, Banque mondiale, Washington.

Bashizi, A., et Geenen, 2015, « Les limites d'une "gouvernance par le bas" : les logiques des coopératives minières Kalimbi/Sud-Kivu », *Conjonctures congolaises 2014*, collection Cahiers africains, Paris, L'Harmattan.

Bashizi, A., *et al.,* 2016. « Exploitation minière en RDC : oubli de l'environnement ? Vers une *political ecology* », *Cahiers africains*, n° 87, Paris, L'Harmattan, p. 277-297.

Bashizi, A., Kadetwa, E. et Ansoms, A., 2018, « Des effets socio-écologiques de l'accaparement de l'eau à la déterritorialisation : le cas de Luhwinja/RDC », *Conjoncture de l'Afrique centrale*, n° 92.

Bashizi, A., 2020, Conflits environnementaux et reterritorialisation : vers une political ecology de la modernisation minière en RDC, thèse de doctorat, Louvain-la-Neuve, 2020.

Bebbington, A., *et al.*, 2000, "Contention and Ambiguity: Mining and The Possibilities of Development", *Development and Change*, vol. 39, n° 6, 2008, p. 887–914.

Bisoka, A. Nyenyezi, 2016, Invention de la terre et production des « anormaux» dans le dispositif foncier en Afrique : penser le pouvoir et la résistance à l'accaparement des terres en Afrique des Grands Lacs, thèse de doctorat, Louvain-la-Neuve.

Boulais, C., 2017, « La modernité insécurisée : anthropologie des conséquences de la mondialisation », *Book Reviews*, comptes rendus Anthropologica, vol. 59, n° 1, p. 178-180.

Bréda, C., Deridder, M., et Laurent Pierre-Joseph, eds., 2013, *La modernité insécurisée. Anthropologie des conséquences de la mondialisation*, Louvain-la-Neuve, Academia-L'Harmattan, 470 p.

Buraye, K. J., Stoop, N. et Verpoorten, M., 2017, "Defusing the social minefield of gold sites in Kamituga, South Kivu. From legal pluralism to the re-making of institutions?", *Resources Policy*, n° 53, p. 356–368.

Buraye, K. J., 2017, « La pauvreté des exploitants artisanaux de l'or en 2014 à Kamituga, Sud-Kivu », *Conjonctures congolaises* 2016, p. 125-150.

Claessens, K., Mudinga, E., and Ansoms, A., 2014, "Competition over soil and subsoil: land grabbing by local elites in South Kivu (DRC)", in Ansoms, A. and Hilhorst, T. (eds), *Losing your land. Dispossession in the Great Lakes*, Oxford, James Currey, p. 82–102.

Cuvelier, J. et Bashwira, M.-R., 2017, « Les femmes, le conflit et l'autorité publique au Congo », Rift Valley Institute, Londres.

Ela, J.-M., 1994, Afrique : *l'irruption des pauvres. Société contre ingérence, pouvoir et argent*, Paris, L'Harmattan.

Failly, D. de, 2013, « Le secteur minier en RDC ! : quelle transformation pour quel développement ! ? », *Politique étrangère*, n° 2, p. 113-123.

Foucault, M., 1984, « Deux essais sur le sujet et le pouvoir », in H. Dreyfus et P. Rabinow, *Michel Foucault: un parcours philosophique*, Gallimard, coll. « Bibliothèque des sciences humaines », Paris, p. 293-332.

Geenen, S., et R. Custers, 2010, «Tiraillements autour du secteur minier de l'est de la RDC », *L'Afrique des Grands Lacs*, Annuaire 2009-2010, p. 231-258.

Geenen, S. et Iragi, F., 2013, «"Les grands poissons mangent les petits" : multiples aspects d'un conflit autour d'une concession minière au Sud-Kivu », *Politique Africaine*, vol 131, n° 3, p. 121-141.

Geenen, S., 2014, Qui cherche, trouve: The political economy of access to gold mining and trade in South Kivu, DRC, thèse de doctorat, Université d'Anvers.

Grieco, K., 2016, « Le "genre" du développement minier : maternalisme et extractivisme, entre complémentarité et contestation », *Cahiers des Amériques latines*, p. 95-111.

Hönke, J., 2010, "New Political Topographies. Mining Companies and Indirect Discharge in Southern Katanga (DRC)", *Politique africaine*, n° 120, p. 105-127.

Kamundala, B., 2013, « Exploitation minière artisanale et industrielle au Sud-Kivu : possibilités d'une cohabitation pacifique ? », *Collection Cahiers africains*, n° 82,p. 63-88.

Kamundala, B., et Mukasa, A. 2017, *Étude de base sur la situation socioéconomique des ménages vivant dans et autour des sites miniers du Sud-Kiv*u, Bonn et Eschborn, GIZ/UCB, 119 p.

Kitungano, M., et Vander Boon, M., 2015, *Impacts socioéconomique et environnemental de l'exploitation minière industrielle sur les communautés locales au Sud Kivu. Un regard analytique sur la filiale Twangiza Mining à Luhwindja*, Justice pour tous, Bukavu.

Laïdi, Z., 2002, « Mondialisation : entre réticences et résistances », *Revue du MAUSS*, vol. 2, n° 20, p. 25-42.

Laurent, P.-J., 2013, *La modernité insécurisée ou la perception de la mondialisation perçue d'un village Mossi au Burkina Faso*, Academia L'Harmattan, 32p.

Lickert, V., 2013, « La privatisation de la politique minière au Cameroun : enclaves minières, rapports de pouvoir trans-locaux et captation de la rente», *Politique africaine*, vol. 131, n° 3, p. 101-119.

Mazalto, M. 2005, « La réforme des législations minières en Afrique et le rôle des Institutions financières internationales : la République démocratique du Congo », *L'Afrique des Grands Lacs*, Annuaire 2004-2005.

Mazalto, M., 2008, « La réforme du secteur minier en République démocratique du Congo : enjeux de gouvernance et perspectives de reconstruction », *Afrique contemporaine*, vol. 227, n° 3, p. 53-80.

Mudinga, E., 2013, « Conflits fonciers à l'Est de la RDC : au-delà de la confrontation entre rwandophones et autochtones à Kalehe », *L'Afrique des Grands Lacs*, Annuaire 2012-2013, p. 195-218.

Mudinga, E., 2017, La création des espaces ingouvernables dans les luttes foncières. Analyse de la résistance paysanne à l'accaparement des terres au Sud-Kivu, thèse de doctorat, Presses universitaires de Louvain, Louvain-la-Neuve.

Namegabe, P-R, et Murhula, P., 2013, « Contribution à l'analyse de la nature juridique des mesures de délocalisation des populations au profit de Banro Corporation à Twangiza », *Conjonctures congolaises*, p. 199-222.

Nguiffo, S., et Mbianda, F., 2013 « Une autre facette de la malédiction des ressources ? chevauchements entre usages différents de l'espace et conflits au Cameroun », *Politique africaine*, vol. 131, n° 3, p. 143-162.

Olivier de Sardan, J.-P., 2001, *Anthropologie et développement. Essai sur le changement social*, Paris, Karthala.

Peemans, J.-Ph., 2002, *Le développement des peuples face à la modernisation du monde. Essai sur les rapports entre l'évolution des théories du développement et les histoires du développement réel dans la seconde moitié du XXe siècle*, Louvain-la-Neuve, Paris, Academia Bruylant-L'Harmattan.

Peemans, J.-P., 2013, "Land grabbing and development history: the Congolese experience", in Ansoms, A. and Hilhorst, T. (eds), *Losing your land. Dispossession in the Great Lakes*, James Currey, New York, p. 11–35.

PNUE, *Du conflit à la consolidation de la paix : le rôle des ressources naturelles et de l'environnement*, PNUE, Genève, 2009.

Touraine, A., 2013, *La Fin des sociétés*, Paris, Seuil.

Union africaine, 2009, *Vision du régime minier de l'Afrique*, février 2009.